

L'UE veut accélérer le retour des demandeurs d'asile

Face à la hausse des arrivées, les ministres de l'intérieur de l'Union européenne doivent se réunir à Stockholm

BRUXELLES - bureau européen

Après la pandémie de Covid-19, la question des migrations est devenue une priorité en Europe. En 2022, Frontex, l'agence européenne chargée des frontières, a enregistré une hausse de 64% sur un an du nombre d'entrées irrégulières. Quelque 330 000 personnes sont arrivées par la Méditerranée ou les Balkans. Et le Vieux Continent a enregistré 914 000 demandeurs d'asile – l'essentiel des requérants arrivant par des voies légales –, dont plus de 150 000 en France.

Ces arrivées – encore loin des records de 2015 – près de deux millions de passages irréguliers de frontière avaient été enregistrés et 2016 (500 000) – ont néanmoins provoqué un engorgement des capacités d'accueil de nombreux pays, parmi lesquels l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas ou la France. Comme les autres Etats de l'Union européenne (UE), ils avaient profité de la baisse des entrées les années précédentes pour fermer de nombreux centres d'accueil et se sont retrouvés face à l'arrivée à la fois de nouveaux demandeurs d'asile et d'Ukrainiens qui bénéficient, eux, d'une protection temporaire. Ces derniers étaient environ neuf millions, en 2022, à avoir franchi la frontière d'un pays de l'UE.

« Nous pouvons faire mieux »

D'Amsterdam à Vienne en passant par Bruxelles, Rome ou Stockholm, la pression politique sur le sujet de la migration est progressivement remontée courant 2022. Jusqu'à s'inviter bientôt à la table des chefs d'Etat européens, lors d'un Conseil européen

exceptionnel, les 9 et 10 février. Les ministres de l'intérieur des Vingt-Sept devaient se retrouver à Stockholm, jeudi 26 janvier, pour une rencontre informelle.

Au menu des discussions, la question du retour des étrangers déboutés de leur demande d'asile ou de régularisation. Un sujet qui occupe la France, et l'Europe, depuis une dizaine d'années. Alors qu'en 2020 29% des étrangers en situation irrégulière rentraient dans leur pays d'origine, ce pourcentage est tombé à 24% en 2022, selon les données d'Eurostat. « L'année dernière, pour 300 000 décisions de retour notifiées en Europe, 70 000 personnes sont rentrées dans leur pays », détaille Ylva

Johansson, la commissaire aux affaires intérieures. *Nous savons que nous pouvons faire mieux.* »

En 2020, la Commission avait fait d'une politique de retour plus musclée l'un des piliers de son pacte asile et migration – un ensemble d'une dizaine de réglementations, toujours en cours de négociation. La question du retour est même devenue une obsession pour Bruxelles, assure Marta Gionco, du réseau d'ONG Picum (plate-forme pour la coopération internationale pour les migrants sans papiers). « Dans ce pacte, le terme "retour" apparaît une centaine de fois, tandis que le terme "droit" n'apparaît, lui, que quatorze fois... », assure-t-elle.

Ce pilier reste cependant bien fragile. Au printemps 2022, une coordinatrice européenne des retours a été nommée, la Finlandaise Mari Juritsch, et, mardi, l'exécutif communautaire a dévoilé une stratégie pour relancer la politique de retour. Il est ainsi proposé aux Etats membres de privilégier les négociations avec deux à trois pays partenaires pour qu'ils acceptent le retour d'un nombre plus important de leurs ressortissants. « Cela permet de remplir des charters vers ces pays, accuse M^{me} Gionco. Mais cela mène à des dérives, en justifiant notamment les raids contre certains ressortissants, bref un profilage racial. »

Les Etats membres souhaitent que la Commission durcisse le ton contre les pays tiers peu coopératifs

Bruxelles entend rendre plus rapides les retours, une fois que les obligations de quitter le territoire ont été décidées par la justice. « Au niveau européen, seules 16% des décisions de retour sont suivies

de demandes effectives de réadmission dans les pays concernés », constate M^{me} Juritsch. Bruxelles veut également accélérer la numérisation de l'ensemble des procédures, pour faciliter le suivi des demandeurs d'asile.

Restreindre l'obtention de visas

Si les ONG déplorent ces mesures, les Etats membres, eux, souhaitent que la Commission durcisse le ton contre les pays tiers peu coopératifs. La Suède entend pousser l'exécutif européen à utiliser davantage l'outil de restriction des visas. « Si certains pays refusent de reprendre leurs ressortissants, l'Europe peut utiliser l'article 25 du code des visas qui prévoit de réduire le nombre de visas accordés, explique un bon connaisseur. Si le principe de cet article est simple, le dossier reste complexe. A la fois technique, politique et diplomatique. »

Depuis la création de cet outil, en 2019, seule la Gambie a vu le nombre de visas accordés réduit, faute de coopération. Ce qui n'a pas permis de favoriser les retours. « Les Etats membres réclament aujourd'hui une utilisation plus systématique de cet article ; la Commission leur a déjà proposé de l'appliquer à davantage de pays, dit une source dans la capitale européenne. Mais ils s'y sont jusqu'à présent opposés, au gré de leurs intérêts auprès de chacun des pays considérés. » Pour d'autres observateurs, cet outil peut être même contre-productif. « Si vous réduisez encore le nombre de visas, les possibilités d'entrer légalement en Europe seront réduites et, donc, vous encouragerez les entrées irrégulières », met en garde M^{me} Gionco. ■

La Suède veut devenir le « pays le moins attractif d'Europe »

OFFICIELLEMENT, les Démocrates de Suède (SD, extrême droite) ne font pas partie du gouvernement. Les conservateurs, les libéraux et les chrétiens-démocrates ne cessent de le répéter. Et pourtant, mardi 24 janvier, quand la ministre de l'immigration, Maria Malmer Stenegerd, a donné une conférence de presse pour présenter les nouvelles orientations de la politique migratoire suédoise, elle est venue accompagnée du patron des SD au Parlement, le député Henrik Vinge, chargé de faire la moitié de la présentation.

Parmi les principales mesures, annoncées deux jours avant la réunion des ministres européens de la justice et des affaires intérieures à Stockholm, jeudi 26 et vendredi 27 janvier, le lancement d'une campagne d'information internationale destinée à faire savoir au reste du monde que la Suède a « changé de paradigme » en matière d'asile et d'immigration. Il faut « mettre un terme à l'absurdité » qui, selon la ministre, consiste, « pour l'administration suédoise, à faire la promotion de la

Suède à l'étranger comme un pays aux nombreuses allocations, ce qui a contribué à faire venir les gens ici ».

Désormais, le royaume scandinave « ne sera pas plus généreux en matière d'asile que ce qui est exigé par le droit européen et les conventions internationales », a commenté M^{me} Malmer Stenegerd. A ses côtés, Henrik Vinge, qui a commencé sa carrière comme chef de la communication des SD avant d'en devenir un des dirigeants, a assuré que, depuis son entrée en fonctions le 18 octobre, le gouvernement avait déjà fait beaucoup, notamment pour accélérer les expulsions.

« Nouvelle politique migratoire »

Mais « pour que ce changement de paradigme fasse une percée, nous devons diffuser plus largement des informations concernant la nouvelle politique migratoire », a expliqué la ministre. D'où la campagne, aux contours plutôt flous, annoncée par le gouvernement à destination des administrations suédoises à l'étranger, des ambassades à Stockholm et des médias non suédois.

En 2015, le Danemark et la Norvège avaient acheté des encarts publicitaires dans des titres de presse au Liban et en Afghanistan pour dissuader les candidats à l'exil de s'y rendre. En mars 2020, Jimmie Akesson, le chef des SD, s'était rendu à la frontière gréco-turque pour distribuer des tracts, clamant que la Suède était « pleine ».

Selon M^{me} Malmer Stenegerd, nul besoin de recourir à de telles méthodes : « Il ne faut pas sous-estimer le bouche-à-oreille », a-t-elle insisté, arguant que si « 163 000 personnes ont traversé toute l'Europe en 2015 pour rejoindre la petite et froide Suède », c'est parce qu'elles savaient que « les règles étaient plus généreuses ici ». Sur Riks TV, la chaîne de l'extrême droite, Henrik Vinge a précisé que le but de la majorité était de faire de la Suède « le pays le moins attractif d'Europe », pour inciter les demandeurs d'asile et les passeurs « à en choisir un autre ». ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT (MALMÖ, SUÈDE, CORRESPONDANTE RÉGIONALE)

PHILIPPE JACQUÉ